

qu'il soit, malgré toutes les déceptions que son existence, hors notre influence française, lui réserve. Surtout n'injurions pas, sur la foi d'un grand poète flamand, émigré à Paris, une race et un langage. Il n'y a pas de « jargon vaseux » pour ceux qui lui ont confié leurs rêves.

Celui d'ait, il est bien certain que les succès du flamingantisme si juste que soit celui-ci, portent le plus grand préjudice aux Wallons. Déjà leur ignorance du flamand, si naturelle, les tient éloignés de la plupart des fonctions publiques de Flandre. Déjà les inscriptions néerlandaises, répandues à profusion par les pièces de monnaie, les timbres, les documents officiels, les enseignes des gares, leur rappellent inutilement les victoires de leurs associés, et corrompent l'atmosphère française de la Wallonie. Que sera-ce demain quand la Flandre, définitivement flamingantisée, leur sera tout à fait étrangère et fermée ? Imagine-t-on que les Wallons se laisseront expulser de « là-bas », qui était, hier encore « chez eux » sans fermer à leur tour la Wallonie aux Flamands ?

Je crois que, sauf une improbable régression du flamingantisme, nous allons vers la Séparation des deux races. Je ne veux pas rechercher si les Flamands y trouveront leur compte, mais il est bien certain que les Wallons, maîtres de leur culture intellectuelle et de leur argent, y auront d'énormes avantages. Le hideux « bilinguisme » d'à présent les diminue, tandis qu'une Wallonie intangible qui fortifiera par une éducation uniquement et profondément française, les aptitudes raciques de ses enfants, sera mieux armée pour l'effort concurrent de toutes les races.

### M. Camille Lemonnier

Notre culture générale fut française dès le jour où nous fûmes une nation ; mais on peut dire qu'elle l'était partiellement déjà bien avant. La langue de notre histoire, de notre politique, de nos chroniques, est celle-là même qui était parlée en France, et souvent avec la même élégance.

Nos provinces sentirent profondément qu'en leur enlevant la langue devenue la leur par un usage continu, on leur arrachait une part de leur idiosyncrasie. C'est pour la garder qu'elles se battirent et versèrent leur sang. Est-ce que notre révolution ne fut pas la libération d'un régime détesté et qui entendait nous imposer une langue sœur de celle de nos provinces flamandes ? La Brabançonne fut conçue et chantée en français : elle fut notre Marseillaise et porta aux limites du pays, sur des paroles françaises, notre cri de liberté.

Langue de cour et d'affaires, véhicule d'idées et de vie mondiale, le français rythma nos activités renaissantes. Lui qui avait été la langue de nos princes et de nos hommes d'Etat, est devenu la langue de nos éducateurs, de nos jurisconsultes, de nos orateurs, de nos industriels partout où l'essor de notre industrie se porta, de nos soldats. N'est-elle pas celle que là-bas sur le continent noir, balbutient nos humbles frères des tribus conquises ?

Elle est actuellement le cœur vivant de notre enseignement. Elle est la grande leçon qui nous met en communication avec le monde. Considérez le miracle : elle nous valut, chez nous, sur un sol réputé ingrat aux lettres, un des plus admirables éveils de littérature que l'Occident ait connus.

Pour un Guido Gezelle, un Conscience, un Buysse, un Rodenbach, un Streuvels, que de noms dans nos lettres françaises, qui les dépassent ou les égalent ! Quels poètes la Flandre peut-elle opposer à Verhaeren, à Maeterlinck, à Georges Rodenbach, à Van Lerberghe, à Mockel ? Quels romanciers et quels prosateurs à Ch. de Coster, Pirmez, Picard, Eeckhoud, de Molder, Maubel, Goffin, Blanche Rousseau, des Ombiaux, Delattre, Krains, Virrès, Glesener, Van Zype, Rency ? Quels historiens à Pirrenne ?

Nos universités sont françaises : elles répondent à une tradition de culture dans le passé. Elles sont devenues, pour le pays flamand aussi bien que pour le pays wallon, la substance et la moëlle de notre cérébralité générale. Bruxelles, Louvain, Gand, Liège sont le pain quotidien qui nous alimente sans qu'il soit besoin d'y ajouter de la levure flamande.

Et c'est à cette langue simple, riche, généreuse qui, assimilée, est notre ornement dans les âges et notre gloire dans le présent, c'est à la grande langue humaine des Encyclopédistes et de la Révolution, la plus réceptive et plus ductile qui soit, que des esprits élémentaires et barbares voudraient porter atteinte, dans le moment où Novicow, avec tant d'autres, se basant sur des faits précis, lui reconnaît la potentialité d'une langue complémentaire universelle !

Et pour lui opposer quoi ? Une langue régionale — le filet d'eau à côté du torrent — une langue encore vivante dans les familles, les petits négoce, les petites cités, si douce et si tendre sur la bouche des femmes, si expressivement rude chez le paysan et l'ouvrier, mais la contemporaine des airs de carillon dans les beffrois du XV<sup>e</sup> siècle, et qui s'en va de désuétude, au point qu'elle est morte totalement pour la grande vie des esprits et que le vaste courant de l'idée moderne ne la rafraîchit plus.

Qu'on leur donne, après le reste, cette université supplémentaire flamande, qu'ils voudraient établir, comme la bastille de leurs droits, au cœur de cette ville de haute culture française, Gand. C'est à l'autre, à l'ancienne, qu'iront toujours les fils de tous ceux pour qui le haut enseignement doit se conformer à la plus large circulation de vitalité intellectuelle dans l'une des langues où se marque l'hégémonie des peuples.

France ? Allemagne ?

S'il y a une âme flamande en rapport avec le fleuve, la plaine, la mer, il n'y a pas de civilisation flamande en rapport avec la culture générale.

**M. René Lyr**

littérateur et publiciste, Bruxelles

Vous me demandez ce que je pense des menaces flamingantes ? Au point de vue politique, elles sont graves, parce qu'elles dénoncent, inconsciemment, je l'espère, le grandissant péril germanique. — D'autre part, il est certain que les races, restées fidèles à la terre, en Flandre comme en Wallonie, sont étrangères l'une à l'autre et ne peuvent s'aimer. Si cette querelle était l'expression, vraiment, de la volonté populaire, je serais tenté d'applaudir à la ténacité des Flamands, affirmant les droits sacrés de leur langage, défendant une pensée un art que magnifièrent, dans les siècles, d'immortels génies. Car je suis ennemi d'une culture universelle niveleuse, de plus en plus probable, hélas, grâce à la multiplication des moyens de pénétration. Aux grandes routes dont vous parlez, je préfère le sentier d'ombre et de silence. — Malheureusement le flamingantisme n'a pas le caractère d'une réaction dans ce sens élevé. Ses vexations sont ridicules, encore qu'elles risquent d'impatienter, à bref délai, notre vivacité wallonne. J'aimerais une guerre ouverte... Pourtant à la ruée des éléments complexes qui formeront demain une mentalité européenne, j'avais rêvé de la Fraternité humaine: naguère, j'ai chanté les temps d'harmonie! Mais l'implacable et fauve combat m'apprit bientôt que la *Haine* est le fatal ressort des êtres. Plus que l'amour forte et fière, autocratique et souveraine, elle fait naître aussi la vie et féconde les noirs sillons de la pensée. Les luttes sont inévitables. Jamais non plus les Wallons ne consentiront à la déchéance de leur culture, de leurs droits. Pour ma part, j'ai grandi avec les chênes aux marges de la Fagne rude, je suis Français: l'instinct, d'éducation, de cœur, et j'ai voué ma tâche à la muse latine: c'est un programme de défense.

**M. Maurice Maeterlinck**

Nous savons tous qu'on a fait droit, dès longtemps, aux premières réclamations des flamingants, lesquelles étaient fort justes.

Celles d'aujourd'hui sont absurdes et criminelles. Quant aux mesures à prendre pour arrêter la lutte barbare, je n'en vois qu'une qui soit vraiment politique: En représailles de ce qu'on leur demande en Flandre, que les Wallons exigent que tout fonctionnaire flamand — (magistrat, officier, professeur, employé et salarié quelconque) — sache à fond le wallon. Rien n'est plus légitime, rien ne sera plus efficace si vous savez montrer la persévérance impitoyable et l'énergie nécessaires.

**M. Paul Magnette**

musicologue et publiciste, à Leipzig

Ma réponse au *primo* découlera de celle que je donne au *secundo*. Pourquoi tergiverser, se leurrer de vaines paroles, manifester

inutilement? Il faudrait agir énergiquement et ne pas se borner à des demi-mesures. Je proposerai nettement la séparation complète en Flandre et Wallonie. Nous n'avons jamais été belges. La Belgique est une conception diplomatique ridicule. Séparés de la Flandre, nous formerons une République Wallonne puissante ayant tous les avantages de la Belgique actuelle sauf l'existence d'un port de mer, que l'on pourra remplacer par des canaux rejoignant la Seine, à travers la France. Il serait même possible, dans la séparation, de se ménager une bande de territoire large de quelques kilomètres allant de Tournai à la mer, sans englober de villages flamands. Il s'agit évidemment, d'une séparation à l'amiable, comme il en fut de la Suède-Norvège, il y a quelques années. Ah! s'il le faut qu'on recoure aux moyens violents. Notre République Wallonne, dotée d'une population intelligente, laborieuse, enthousiaste, possédant mines, houillères, forêts, cultures (Hesbaye, Famenne, etc.), un réseau superbe de cours d'eau, canaux, etc., serait assurée d'un avenir superbe et Liège reprendrait son rang de capitale. Avec nos 4 millions d'habitants nous n'aurions pas à craindre d'être absorbés par les voisins, le service général nous assurant une armée d'au moins 300.000 hommes.

Il ne faut plus parler de concessions, de séparation administrative. C'est un leurre. Il faut, dès aujourd'hui, penser à la Wallonie future, travailler à l'indépendance wallonne. Nous avons été libres pendant des siècles, pourquoi subir le joug flamand?

Et alors si l'idée de la République Wallonne germe et se développe, que nous importe la question de l'université gantoise? Qu'elle devienne flamande, cela groupera autour du drapeau rouge et jaune les éléments wallons qui fuiront la capitale des Flandres!

Les timorés, les imbus des choses établies agiteront encore le mot Belgique. Qu'importe, il faut aller de l'avant et marcher au combat en chantant:

*Nos èstans frs di nosse pitite Patrèye...*

**M. Roland de Marès**rédacteur en chef de l'*Indépendance belge*

Je réponds bien volontiers aux deux questions que me pose *Wallonia* et je vous félicite d'avoir eu l'idée de cette enquête à une heure grave comme celle-ci, où il importe que tous ceux qui ont le souci de la sauvegarde de la culture française prennent nettement position.

A votre première question — convient-il de supprimer en Belgique une Université française et de créer une Université flamande — je réponds qu'il faut être le dernier des politiciers affolés d'électoralisme pour songer un instant à supprimer un foyer scientifique comme l'Université française de Gand. Une telle Université, en pleine Flandre,

est l'œuvre féconde entre toutes : elle donne la certitude de pouvoir développer constamment l'intelligence de la masse nationale par la formation des élites. Le plus sûr moyen de progrès moral, scientifique et économique dont puisse disposer un petit peuple, c'est de se familiariser complètement avec une langue de grande circulation, une langue mondiale. Le peuple flamand, depuis plusieurs générations, est en possession de ce moyen. Il y a en Belgique 900.000 Flamands pour lesquels la langue française est devenue la langue maternelle et usuelle — et c'est quand un tel résultat est acquis qu'on veut supprimer le principal foyer de culture française en Flandre, qu'on veut tuer l'Université française de Gand pour la remplacer par quoi ? Par une Université flamande dont l'action tendra précisément à défaire ce qui a été fait, à ruiner l'influence des élites formées en Flandre et à ramener la bourgeoisie flamande à cet isolement intellectuel auquel la condamnerait inévitablement une langue de circulation très restreinte ! Si les Flamingants veulent venter l'expérience d'une Université flamande, sans objet à mon avis, qu'ils le fassent à Anvers, sur leur propre terrain, mais sans toucher à une Université française. Ainsi ils prouveraient que ce n'est pas à la culture française qu'ils s'en prennent.

Quant à votre seconde question, je ne pense pas qu'à proprement parler la lutte s'est engagée contre la race wallonne. La lutte porte entièrement contre la culture française, que les uns détestent du fait même de leurs sympathies pour le germanisme, que les autres haïssent du fait de leurs tendances réactionnaires. La séparation administrative que certains préconisent serait, à mon avis, une solution détestable. D'abord ce serait la fin de la patrie belge ; ensuite, la séparation donnerait aux Wallons l'autonomie administrative et politique qui les rendrait maîtres chez eux, mais elle livrerait des centaines de mille Flamands francisés aux rancunes du flamingantisme le plus exaspéré. Tout compte fait, le déchirement se ferait au profit des Flamingants, qui deviendraient alors réellement une force nationale.

Pas de ça. Ce qu'il faut, c'est maintenir l'union étroite des Wallons et des Flamands francisés ; c'est prouver par une action constante que ceux-ci sont le nombre et qu'ils constituent la force vive la plus certaine de la nation ; ce qu'il faut, c'est développer par tous les moyens — enseignement, conférences, presse, théâtre, — la culture française en pays flamand ; ce qu'il faut surtout, enfin, c'est de déterminer les chefs de famille à exiger un enseignement français pour leurs enfants, à l'exiger énergiquement, le bulletin de vote à la main — fussent les cadres des vieux partis historiques s'en trouver brisés...

Il n'y pas d'exemple dans l'histoire qu'un peuple ayant le sens profond de la liberté n'ait pas obtenu en fin de compte ce qu'il a opiniâtement voulu.

### M. Henry Maubel

#### PREMIERE QUESTION : Catégoriquement Non !

Concéder quoi que ce soit aux Flamands sur cette question, ce serait leur rendre les armes. En s'emparant de l'Université de Gand, ils ne réussiraient qu'à la tuer. Mais l'effet moral de cette conquête serait énorme. Leur esprit de domination en deviendrait plus insolent, cependant que la Belgique aurait une Université de moins.

DEUXIEME QUESTION : Les moyens d'arrêter cette lutte ? A vrai dire, je n'en vois qu'un. C'est, pour les Wallons, de se soumettre et de s'offrir en holocauste à l'âme belge sur la Place des Martyrs. Allez-y avec des mots drôles et de gaies chansons. Ce sera une belle fête de charité au bénéfice de ce qu'on nomme dans les discours officiels la plus grande Belgique.

Mais peut-être ne me plaît-il pas d'être mangés. Dans ce cas, occupez-vous de la soutenir un peu vaillamment, cette lutte ; car elle ne fait que commencer.

Par quels moyens répondre aux menaces et aux efforts brutaux des flamingants ? Par les moyens politiques, par la propagande, par l'attitude individuelle, surtout. Cette attitude pourra paraître antipatriotique. Ne prenez pas souci de cette apparence. Ne sont-ce pas les Flamands qui ont commencé à diviser les pays, en imposant leur langage à tous les Belges des provinces du Nord ? Si la conception d'une patrie belge doit être mise la question, ce sera de leur fait. En Flandre, ils disent : « C'est ici chez nous ». Au moins qu'ils y restent. et défendez votre domaine !

O ! Namen, Luik, Doornyk et Bergen !... Ces noms ridicules dont ils vous ont affublés, sont sur vous comme les signes lourds de leur possession. Le bilinguisme !... Vous en riez. C'était une sorte de manie. Vous avez laissé faire parce que vous êtes accommodants et bienveillants. Tout cela vous était l'« extérieur ». Cela n'atteignait pas votre vie interne.

Prenez garde ! Tout cela, qui vicie peu à peu votre atmosphère natale, va pénétrer chez vous, en vous, par les pores de vos écoles. Et bientôt il n'y aura plus une ville en Belgique qui ne soit contaminée par le jargon flamand.

Préservez votre vie quotidienne. Eloignez vos pensées d'un langage qui en altère la forme naturelle et, pour les cultiver, orientez-vous vers le clair soleil de France. Ne lisez pas trop de livres belges ; lisez beaucoup de livres français. Actuellement, cette réaction contre un enthousiasme excessivement nationaliste est nécessaire.

Je sais ! On va vous parler de solidarité, on va faire appel à vos sentiments de famille et vous chanter la chanson d'Antoine Clesse.

Bouchez-vous les oreilles, vous êtes en péril !

Si vous voulez vivre, il faut lutter, lutter de face, vous opposer nettement, accuser passionnément vos différences.

Il est urgent que vous rendiez à la Belgique sa moitié de peuple essentiellement latine.

**M. A. Michel**

homme de lettres

bibliothécaire de l'Université Nouvelle, à Bruxelles

Je suis belge, je suis wallon et je n'ignore pas entièrement la langue, la littérature et la vie du peuple flamand. A ce triple point de vue, je ne considère pas comme indispensable une Université flamande, mais je ne vois pas de raison décisive pour la refuser à Anvers ou à Gand.

L'important pour l'unité nationale comme dans l'intérêt des flamands, c'est que la culture du français s'étende et se maintienne dans toute la Belgique; que cette langue demeure aussi le lieu de communication là où la pluralité ne se peut tolérer; ainsi dans les Chambres.

Je crois de plus qu'en accentuant leur réveil national, linguistique, littéraire et artistique — tâche à laquelle si heureusement travaille *Wallonia* — les Wallons obtiendraient des Flamands plus de modération, en convainquant ceux-ci qu'en dehors même du français ils ont des dialectes et une physionomie intellectuelle dignes d'être conservés. Vouloir que les Wallons apprennent le flamand, comme les Flamands le français, est une utopie. Réclamons alors que les Flamands apprennent tous et la claire langue française et nos savoureux dialectes wallons.

**M. Albert Mockel**

J'estime très haut le peuple flamand, — et quant aux Flamingants, je ne les ai en horreur que s'ils opèrent en Wallonie. Qu'ils fassent tout ce qu'ils voudront en Flandre, pourvu qu'ils nous laissent tranquilles chez nous et ne nous imposent pas l'odieux bilinguisme.

En attendant, la Flandre fait corps avec la Wallonie: nous portons la même chaîne, et tous les mouvements de notre compagnon allègent ou aggravent notre charge. Il faut donc bien discuter au point de vue belge une question qui, dans l'état présent de la cause, intéresse la Belgique tout entière.

Supprimer l'Université de Gand! Il n'est qu'un mot pour qualifier cela: ce serait un acte d'imbécilité pure.

En Flandre, les hommes instruits se servent du français bien plus que du flamand pour les choses ordinaires de la vie; ils n'usent et ne peuvent logiquement user que du français pour tout ce qui concerne les études supérieures et la haute culture. Emile Verhaeren et Maurice Maeterlinck, ces exemples admirables de ce que peut atteindre la mentalité flamande, seraient incapables d'exprimer dans leur langue maternelle les idées d'esthétique, de science ou de philosophie qu'ils abordent aisément en français. Et il y a à

cela une excellente raison: c'est que leur flamand «maternel» n'a ni le vocabulaire à la fois riche et précis, ni la syntaxe d'une délicate sûreté qui permettent, en français, d'élucider les plus nobles problèmes que se propose notre esprit. Le flamand qu'on parle dans les Flandres peut avoir mille saveurs pour les Gantois, les Brugeois ou les Anversois. Qu'on le cultive sous forme de littérature populaire, rien de mieux. Mais c'est un dialecte aux formes non fixées, et tout à fait impropre à la suprême culture. — Reste le hollandais. Il a, lui, toutes les ressources qu'il faut. Mais, pour cette élite des Flandres, le hollandais est pratiquement une langue étrangère ou quasi étrangère. Forcer les Flamands à poursuivre leurs études dans une langue peu répandue, — une langue d'isolement, — lorsqu'ils disposent d'une langue universelle, vraiment, cela paraîtrait bouffon si ce n'était si cruellement stupide.

Une Université de langue française est donc nécessaire à la Flandre intellectuelle.

Cependant les Flamands qui ont fait du néerlandais la base de leur culture méritent aussi notre intérêt. Ceux-là, je l'admets fort bien, doivent désirer trouver dans leur propre pays les moyens de pousser plus avant cette culture. Eh! que ne fondent-ils une Université libre à Anvers? L'Etat belge les soutiendrait d'un subside auquel la Ville d'Anvers ajouterait sans nul doute une allocation considérable, puisqu'elle aurait gloire et profit à devenir le centre intellectuel qu'elle n'est point.

Et que, plus tard, l'Etat reprenne à son compte l'Université flamande... nous savons tous qu'il s'y déciderait sans peine si le nouvel organisme se montrait viable.

Telle est la solution à laquelle j'aboutis en faisant, je l'avoue, un effort d'impartialité, et en m'appliquant à juger du conflit en théorie, comme s'il s'agissait d'un débat ouvert en pays étranger. Mais en pratique, et tant que nous vivons sous le régime d'une Belgique centralisée, que de dangers encore dans cette solution là! Nous savons trop ce que peuvent les Flamingants; nous savons trop ce qu'ils font et veulent faire, — non seulement chez eux, mais sur notre propre sol. Nous sommes, hélas! étroitement enchaînés à la Flandre. Il faudrait bien accueillir et caser en Wallonie les docteurs des Facultés thioises. Ils auraient les mêmes droits que les autres, ils revendiqueraient chez nous des prétoires de juges, des études de notaires, ils régneraient bientôt sur l'Administration, ils mettraient leur flamand partout... On en reviendrait aux beaux jours du régime hollandais, — et sans doute à une commotion tragique, pareille à celle de 1830. Ce serait la guerre...

Je ne la souhaite certes pas! Mais je la redoute et la prévois.

Le seul moyen (comment ne le comprend-on pas!) — oui, le seul moyen d'éviter un tel désastre, le seul moyen d'empêcher un tel crime, le seul moyen de faire vivre la Flandre et la Wallonie en une paix fraternelle où elles puissent se développer librement, c'est de préparer la séparation administrative com-

plète des deux peuples! Celle-là, je la désire, je l'attends, je l'appelle. Plus que jamais j'invoque la formule que j'ai proposée jadis: « La Flandre aux Flamands, la Wallonie aux Wallons, et Bruxelles aux Belges! ».

L'avenir chez nous est au fédéralisme. Nulle part il n'eut jamais autant de raison d'être. Tout y concorde, tout le veut. Nul pays n'est plus naturellement formé pour en réaliser les bienfaits. Bruxellès, déjà bilingue, placée juste au centre et juste à la limite; et, d'autre part, au nord-ouest et au sud-est, deux groupes de provinces étroitement unies par les mœurs, par la race, par les aspirations. En ce pays où la centralisation est artificielle, où la vie locale fut toujours intense, on pourrait, à la base du système fédéral, élargir les attributions des Conseils provinciaux; au-dessus de ceux-ci, il y aurait deux assemblées, l'une en Flandre, l'autre en Wallonie, — et Bruxelles, capitale fédérale, serait politiquement neutre entre les deux races, comme elle l'est pratiquement aujourd'hui.

Quant à Albert I<sup>er</sup>, — qui, je l'avoue, rend la monarchie attrayante pour ceux que la république tentait sous Léopold II, — il aurait, comme roi de Flandre et de Wallonie, le même rôle que comme roi des Belges. Et mieux vaudrait, pour lui, régner seul sur deux peuples amis, que de partager la souveraineté d'un seul peuple avec une rivale redoutable: la Discorde, qui sait régner aussi.

Que l'on oppose à ce vague projet de jadis d'autres projets d'organisation, peu importe; la solution la meilleure sera vite trouvée si on la cherche bien. Mais je la répète encore, je la répète avec un grandissant espoir, cette formule que je revendique l'honneur d'avoir proposée autrefois:

LA FLANDRE AUX FLAMANDS,  
LA WALLONIE AUX WALLONS,  
ET BRUXELLES AUX BELGES!

**M. F.-Ch. Morisseaux**

homme de lettres, à Bruxelles

Vous voulez bien me demander si je pense qu'il convient de créer en Belgique une Université flamande. Je vous avoue que je n'y vois aucun inconvénient. Je me réjouis même de cette création éventuelle, me demandant *quel* flamand on parlera là: celui d'Anvers, celui de Gand ou celui de Bruxelles — « qui est si plaisant et si cruëux? » Car nous ne connaissons pas assez notre bonheur: ce n'est pas une langue flamande que nous possédons, c'est une multitude de langues flamandes! Personnellement, je parle, j'écris et je comprends le hollandais; mais le flamand belge m'est toujours demeuré un angoissant mystère.

Pendant que nous y sommes, nous pourrions également créer une université destinée aux Papous et une aux Algonquins: cela me paraît d'une utilité tout aussi éclatante...

Seulement à toutes ces créations, je voudrais voir mettre une

condition préalable: la fondation d'une bonne petite école où, Belges, nous apprendrions à parler le français. Wallons et Flamands y apprendraient à peu près autant les uns que les autres. D'ailleurs, je ne me fais pas d'illusions à l'endroit de ce facétieux projet.

**M. Albert de Neuville**

homme de lettres, à Liège

I. — Il serait impossible, je crois, de justifier la suppression d'une université française en Belgique et difficile d'y prouver la nécessité de la création d'une université flamande.

En Hollande, un grand nombre de cours universitaires, pour ne pas dire le plus grand nombre, sont donnés en allemand et en français et les principaux ouvrages et thèses scientifiques, philosophiques ou historiques sont publiés dans ces langues, auxquelles s'adjoint parfois le latin. Les Hollandais, gens pratiques, comprenant dans quelle situation inférieure ils vivraient, à tous les points de vue, s'ils s'en tenaient à leur seule langue nationale, sont forcés d'être polyglottes, et, chez eux, comme chez la plupart des peuples civilisés, qui ne sait pas le français n'est pas considéré comme ayant une culture complète.

Si les Hollandais agissent de la sorte, alors que la langue néerlandaise est celle du pays entier et possède chez eux une vitalité littéraire non négligeable, comment expliquer l'attitude des flamingants, qui, même dans l'enseignement supérieur, veulent imposer en Belgique la suprématie absolue de cette langue, parlée, on sait de quelle façon, par la moitié des Belges et écrite avec correction, par quelques uns d'entre eux seulement?

Avant de supprimer une université française en Belgique et d'y créer une université flamande, ils feraient mieux de consulter les principaux intéressés, c'est-à-dire: les professeurs, les lettrés et les savants, qui dirigent notre mouvement intellectuel et aussi les étudiants, qui ont le droit de choisir la langue la plus apte à développer et à leur faire acquérir des connaissances.

Le résultat de ce *referendum* nous édifierait sur la légitimité du mouvement en faveur du triomphe de la langue flamande et sur l'importance qu'il faut lui attribuer.

Il serait curieux, en tout cas, d'imaginer l'essai d'une université flamande, à Anvers, par exemple, une université, où tous les cours indistinctement, seraient donnés dans la langue chère à M. Van Brussel. Cette université trouverait les professeurs certainement, je ne dis pas des professeurs capables, et peut-être même quelques élèves. Mais deviendrait-elle jamais une vraie université, ouverte à tout et à tous, faite pour propager l'instruction et non les idées d'un parti?

En réalité le mouvement flamand ne vient pas de l'élite de la nation; il n'a pas pour origine ce sentiment idéaliste, qui pousse les vrais Belges à désirer que leur pays, situé aux confins des races maîtresses, devienne

le glorieux rendez-vous de la Science et des Arts de la Paix, à près avoir été pendant tant de siècles, le carrefour de la Guerre. Il est alimenté par l'esprit de clocher, par l'intérêt des fonctionnaires, qui vivent de leur connaissance du flamand, par la propagande des pangermanistes et par les croyances de ceux qui se figurent à tort que la langue de Bossuet et de René Bazin est celle de l'irréligion. A ce mouvement, les Wallons, ou plutôt les Belges de langue française, opposent des groupements, qui, d'année en année, prennent plus de sérieux et de cohésion. Ils ont compris que le temps était passé de la raillerie, facile en la circonstance, qui n'avait pour effet que d'exciter l'ire flamingante, prête à exercer ses repréailles, non par des mots, mais par des actes. Puissent-ils comprendre aussi que la force de leurs frères ennemis, vient de leur volonté, de leur persévérance et de leur discipline. C'est en matière politique surtout que nous admirons l'emploi de ces qualités. Aux élections pour la commune, et pour la province et pour les chambres législatives, les Flamands, avec leur entêtement fanatique, n'accordent leur voix qu'aux fidèles de leur cause. En est-il de même chez les Wallons? Et au lieu de former, comme dernièrement à Bruxelles, une liste dissidente, ne devraient-ils pas eux aussi, quels qu'ils soient, catholiques, socialistes ou libéraux, récompenser par des votes de préférence les candidats défenseurs de la langue française? Sommes-nous suffisamment appuyés, dans les assauts qu'on livre à notre forteresse, par nos édilités, nos conseils provinciaux, nos sénateurs et nos députés? Ne devrions-nous pas avant tout, imposer aux candidats, une profession de langue?

Cette question de langue est en train de dominer nos querelles politiques et sociales. On ne peut plus la reléguer au second plan. Il importe, pour l'honneur et le salut de la Belgique, que dans la guerre entre les barbares et les humanistes, ces derniers ne soient pas les vaincus!

### M. Nestor Outer

artiste peintre, à Virton

I. — Si le besoin d'une université flamande se fait vraiment sentir, qu'on la crée à côté de l'autre, mais ne détruisons ni ne flamingantissons pas celle qui existe. Laissons libres ceux qui préfèrent la langue de Hiel et de Conscience à celle d'Hugo, de cultiver le néerlandais ou tel idiome flamand qu'ils croient leur convenir. Mais au nom des mêmes libertés laissons les Wallons tranquilles en ce qui concerne aussi leur légitime faculté de choisir entre un langage dont la clarté et la précision ne sont plus à démontrer et l'argot pâteux qui fait désertir la Chambre à la moitié de nos honorables, lorsque, par hasard, un élu du peuple (!?) en tonitrué les accents. Si un Wallon caresse le désir de s'établir en pays flamand, que toutes facilités lui soient données d'y apprendre la langue, mais qu'on n'impose pas cette étude à qui est persuadé de son inutilité.

Elevons donc une université flamande, mais ne forçons personne à y passer et si les professeurs de celle-ci sont grassement payés pour s'y tourner les pouces, tant mieux pour eux et pour nous.

En résumé : liberté dans le verger.

II. — Quant à votre seconde question, j'avoue qu'elle m'embarasse considérablement et j'en laisserais volontiers chercher la solution à des personnalités plus compétentes, si mon avis ne devait être partagé peut-être par quelques-unes d'entre elles :

- 1) Amener la lutte électorale sur le terrain des langues.
- 2) Abdiquer momentanément en pays Wallon ses opinions libérales, socialistes ou catholiques en faveur des candidats antiflamingants (ne pas lire : « antiflamands »)

Et... que le sort en soit jeté!

### M. Louis Piérard

homme de lettres, à Mons

Je réponds d'un coup à vos deux questions :

Il y a bien longtemps que je ne juge plus les revendications flamingantes au point de vue « du bien et du mal ». Je ne me demande plus : « Convient-il?... Ne convient-il pas? » Je me borne à constater que le parti flamand existe et qu'il devient de jour en jour plus vorace.

A mesure que ses exigences grandissent, la Wallonie prend conscience de son originalité propre et est entraînée de plus en plus vers sa mère France dont elle fut éloignée par la « combinazioni » des Metternich qui auraient bien dû se contenter de donner leur nom à des plats succulents.

La question des langues et des races en Belgique atteint en ce moment un degré d'acuité longtemps insoupçonné. Je crierais volontiers « Tant mieux! » si je ne savais qu'il est tout de même des réalités plus grandes et plus profondes et que ce conflit menace d'opposer violemment les uns aux autres les paysans, les ouvriers qui souffrent de la même misère.

Aussi j'appelle de tous mes vœux, pour qu'il y soit mis fin, la séparation administrative ou toute autre mesure plus radicale qui couperait la dangereuse fiction de la nationalité belge responsable de tout ce mal.

Libre fédération de peuples libres, autonomes et homogènes : cela aussi, c'est du socialisme.

C'est ce que demandait Proudhon qui, comme créateur du socialisme moderne, en vaut bien d'autres.

### M. Armand Rassenfosse

dessinateur et graveur, à Liège

Je crois qu'il est inutile de créer une université flamande, le flamand n'est parlé qu'accessoirement. Ceux qui s'en servent tout le

temps, le font exprès, pour nous embêter — et ne croyez pas que ça les amuse !

2. — Quelles mesures prendre pour arrêter la lutte ? Toutes celles qu'on voudra, mais surtout parler français et faire tous nos efforts pour le parler mieux. L'état actuel est politique et transitoire et rien n'empêchera le français de triompher définitivement.

### M. Georges Rency

rédauteur en chef de la *Vie intellectuelle*

C'est avec empressement que je réponds à cette enquête. Je suis heureux de pouvoir participer ainsi, si peu que ce soit, au grand mouvement antiflamingant qui soulève en ce moment la Wallonie tout entière.

Non, mille fois non, il ne faut pas supprimer en Belgique une Université française ; il ne faut pas y créer une université flamande ! Je suis de l'avis de ce ministre hollandais qui estime que la Belgique compense l'exiguïté de son territoire par l'usage et la pratique d'une langue de grande circulation. Cette langue est le français, non le flamand. Tout ce qu'on fera pour développer, en Belgique, la connaissance, l'usage et la pratique du flamand, sera fait contre les véritables intérêts de notre peuple. J'ajoute que la juxtaposition éventuelle d'une haute culture néerlandaise et d'une haute culture française en Belgique, contribuerait à accentuer encore les divisions, déjà si nombreuses et si profondes, qui nuisent, chez nous, à la formation d'une unité nationale véritable. En pareille matière, il ne faut pas faire du sentiment et cultiver un creux idéalisme : le flamand, langue inférieure, langue de petite circulation, doit fatalement disparaître devant la puissante langue internationale qu'est le français. Le flamand ne peut pas conserver, en Belgique, plus d'importance que le wallon. Comme celui-ci, c'est un patois multiforme. Quand au flamand officiel, c'est un langage purement académique, de formation plus ou moins savante, que ne parlent pas couramment mille personnes dans le pays tout entier.

Vous demandez quelles mesures il convient de prendre pour arrêter la lutte sans merci poursuivie dans le pays entier contre le français et contre la race Wallonne...

Il y en a beaucoup ; mais je crois que, de toutes, celle qui serait la plus efficace, parce qu'elle frapperait vivement l'opinion, ce serait un vaste mouvement de pétitionnement émanant non seulement des Wallons, mais aussi et surtout des Flamands anti-flamingants, beaucoup plus nombreux qu'on ne pense ; la rédaction d'une sorte de cahier de nos griefs, et sa publication, suivie de toutes les signatures que l'on pourra recueillir. C'est là un moyen légal et pacifique, qui aurait pour effet certain d'éclairer le Roi, les Chambres, le Pays sur la nuisance du mouvement flamingant.

### M. Luca Rizzardi

homme de lettres, à Esneux

Comme Wallon, politiquement belge, comme ami de la culture française, le projet de création en Belgique d'une Université flamande et de la suppression d'une Université française me touche, comme me toucherait un coup d'épée. Il me menace dans mes droits les plus essentiels à l'existence morale. Et je trouve que les Wallons, aussi bien que les Flamands à qui l'éducation a donné une âme latine, ne pourraient assez le combattre.

Mais en réalité, je suis ravi, infiniment ravi des conquêtes successives du parti flamingant. Elles ont donné tout d'abord le coup de fouet à notre apathie légendaire. Encore un coup, et les Wallons deviennent, ô prodige, des hommes d'action ! Et puis, mérite essentiel, elles donnent un frappant relief à cette vérité, auparavant si subversive, que la Belgique n'est qu'une dénomination politique et non une patrie. Tôt ou tard, les antipathies de race devaient créer des conflits ; sans être grand prophète, je les ai annoncés moi-même, il y a quelques années, en conclusion d'une étude sur les caractères de l'âme flamande et de l'âme wallonne. Ces conflits se produisent maintenant : tant mieux !

Dans les conditions actuelles de la Belgique, les seuls hommes sensés sont les partisans de l'entente hollando-belge ; et quand on aura voué au mépris la mémoire des hommes de 1830, on nagera en pleine logique.

Pour arrêter la lutte sans merci poursuivie dans le pays entier contre le français et contre la race wallonne, je ne vois qu'une mesure : la séparation administrative, qui n'est plus une idée de poète, depuis qu'un brave y a attaché son nom respecté.

Sinon la Belgique sera exactement comme une famille, où tous les fils devraient se servir de béquilles, sous prétexte que la moitié de ceux-ci sont boiteux.

### M. Jules Sottiaux

homme de lettres, à Montigny-le-Tilleul

Qu'une race exalte et mette en relief son génie scientifique, maritime ou artistique ; qu'elle lutte avec ténacité pour la conservation de sa langue, instrument sacré venu du fond des siècles, et qui imprime dans les âmes l'âme même des aïeux avec ses instincts, ses aspirations et ses énergies, personne n'y pourra contredire sans opprimer les droits les plus élémentaires.

Mais si cette même race rêve d'une suprématie linguistique sur une autre ; cherche à supprimer des droits acquis par une législation presque séculaire, ou marche à l'encontre des intérêts supérieurs de la patrie par des revendications excessives elle commet, dès lors, un délit national.

Ce délit, les flamingants le commettent. Non contents de forcer les

jeunes Wallons qui ne se destinent pas aux fonctions de l'Etat, à étudier une langue inutile, voici qu'ils poussent l'arbitraire jusqu'à vouloir remplacer une université de langue française par une université au goût de leurs ambitions, en attendant le dédoublement des écoles spéciales de Cureghem et de Gembloux.

Examinons leurs principaux postulats, et voyons s'ils nécessitent un bouleversement aussi radical :

Le grand argument consiste à prétendre que les étudiants flamands, en s'assimilant les connaissances universitaires dans une forme étrangère, sont incapables de répandre sur la masse les beautés de la sociologie, de l'art, etc. parce qu'ils ne possèdent pas l'instrument qui fait vibrer les intelligences et les âmes, c'est-à-dire la langue. On va même jusqu'à prétendre que les futurs docteurs ou ingénieurs ne sont plus unis, par le cœur et par l'esprit, à la mère Flandre.

De là, retard dans l'éducation professionnelle, dans le matériel des exploitations et les méthodes de fabrication; et comme conséquence, infériorité de l'ouvrier flamand sur l'ouvrier wallon nécessitant l'exode annuel de 80.000 tâcherons flamands vers la Wallonie et la France.

Si les ingénieurs flamands doivent diriger les mines du Limbourg, leurs rapports professionnels avec leurs ouvriers seront laborieux.

Bref, la bourgeoisie francisée, se sépare du peuple, et l'âme de la race s'abâtardit et se meurt.

Certes, nous savons que l'homme instruit, dans notre âge démocratique, se doit au peuple. Il faut le prendre par la main, l'élever au dessus de ses routes vulgaires, et lui montrer des clartés nouvelles. Pour cela, il est indispensable qu'il se mette à son niveau, se débarrasse de la froide technique, et s'aide, comme le maître d'école, des leçons de choses et du langage patoisant.

Mais qu'on le sache, nos instituteurs, nos ingénieurs, nos médecins éprouvent les mêmes difficultés. Ils doivent se servir, pour se faire comprendre du peuple, de la langue véhiculaire de Wallonie, et réapprendre le vocabulaire des faubourgs et des coron.

Et cette langue wallonne, méprisée par la bourgeoisie grande et petite, traquée à l'école où elle se cache dans les coins comme une prostituée, est moins connue par nos universitaires que le flamand par ceux de Flandre.

Demandons donc, pour contrebalancer les revendications, une université wallonne.

Hélas ! on nous refuse même une académie !

Mais qu'on ne vienne pas affirmer que l'esprit des étudiants flamands se transforme au détriment de l'âme patriale.

Ici, nous retournons contre les partisans de l'université flamande, un argument qui leur est cher : Leurs étudiants sont à Louvain, au nombre de 1200 contre 800 Wallons ; et à Gand, de 480 contre 125.

Or, c'est là une force ethnique organisée en clubs puissants, au milieu

d'une ambiance flamande. Et la race, pour qu'on en n'ignore, s'affiche tenace et bouillante dans cette casquette allemande, qui semble narguer la toque gracieuse des nôtres.

L'esprit flamand, loin de se dérouter, se renforce à cause même de ce dualisme; et nous nous étonnons qu'on puisse prétendre que cette même jeunesse, à l'époque des longues vacances qui suffiraient à conserver intacts le caractère autochtone et la langue, regagne le hameau natal indifférente, transformée, et dépaysée pour toujours.

On objectera encore que les petits pays dont la langue n'a nul écho au dehors sont cependant fiers de leurs universités; et que la Hollande en possède cinq pour sa part.

D'accord, mais il ne leur serait pas possible d'enseigner dans une langue différente; tandis que notre organisation scolaire facilite aux Flamands la connaissance du français, langue universelle.

Et c'est à l'heure où l'expansion mondiale préoccupe la Belgique qui ne vit que d'exportations, c'est au moment où l'Allemagne répand ses fils par le monde pour leur faciliter les langues et mettre la Mère patrie au courant des exigences étrangères dans l'industrie et le commerce, que les flamingants veulent s'isoler dans le cercle étroit de leurs frontières, et préparer, malgré des milliers de défections, d'autres malheurs pour la patrie.

Sans prétendre vaticiner, j'imagine un temps où la politique, abandonnant les glorieuses enseignes, se divisera en deux clans : les Belges francophiles, et les Belges gallophobes en qui renatront les jacqueries des Bleus et des Verts du temps de Justinien, et les rouges représailles des Chaperons blancs, moins éloignés de nous.

Les uns se rallieront au cri sinistre des Chouans, les autres claironneront leur fier Vlaanderen den Leeuw.

Et l'histoire finira comme la fable de l'Huître et les plaideurs.

Mais ne laissons pas croire à du cynisme quand il n'y a chez nous, que de la tristesse.

Je pense au temps rapproché où, par ordonnance systématique de leurs électeurs, sinon par ignorance du français qu'on chasse comme un intrus, les députés de Flandre s'exprimeront, au milieu de nos assemblées nationales, dans une langue que les Wallons ne comprendront plus.

Ce jour là, une grande secousse traversera notre patrie; le trône de nos rois tremblera sur sa base, et un ravin profond séparera pour jamais nos races sœurs faites pour s'aimer et se soutenir.

La belle unité qui fit notre gloire et notre richesse s'étiolera dans une scission administrative honteuse; et le Lion belge, vieilli avant d'avoir vécu, arrachera de ses griffes désormais impuissantes, la devise mensongère que nos pères avaient écrite, à l'aube de nos libertés, sur l'étendard de la patrie.



**M. Oscar Thiry**directeur de la *Gazette belge de Paris*

Il me semble que le meilleur tour à jouer aux flamingants serait de leur accorder cette fameuse université flamande : ils seront jolis, les avocats, les médecins, les ingénieurs nourris de flamand.

Mais ce n'est pas sérieux : le mouvement flamand, intellectuel et politique, est une chose, et le flamingantisme en est une autre. Si le premier est intéressant, respectable et digne d'appui, le second n'aura d'autre résultat que de lui nuire dans l'esprit du public. Wallons que nous sommes, gardons-nous de tomber dans l'excès où une coterie insensée a porté quelques-uns de nos compatriotes flamands. Tâchons de mieux comprendre qu'eux les droits et les devoirs de chacun. La situation d'un pays bilingue est toujours délicate : ne l'énermons pas davantage par des querelles.

Il est bien évident que les Flamands, au lieu de se confiner uniquement dans leur langage, auraient tout intérêt à connaître le français. La plupart d'entre eux le comprennent du reste fort bien. Mais pour ceux qui ne veulent pas le comprendre, la punition de cet entêtement leur viendra par la force même des choses.

Et ce n'est pas une poignée de brailards, qui réussira jamais à faire reculer d'un pas la langue française, au contraire !

**M. Clément Vautel**rédacteur au *Matin*, Paris

Je ne peux répondre à la première de vos questions. Il s'agit là d'un cas particulier, sur lequel je ne suis pas documenté.

En tout cas, il me semble que, s'il y a deux mots qui jurent entre eux, c'est « université » et « flamande ». Ce jargon grotesque n'a rien d'universel, il me semble.

Deuxième question : les Wallons doivent réclamer avec énergie (manifestations, refus de l'impôt, etc.) la séparation administrative du pays. En dépit de la mirilonesque *Brabançonne* « Wallon » et « Flamand » ne sont pas les prénoms de « Belge », mais de « Français » et d'« Allemand ». Un Liégeois est plus près de Paris que de Gand, — et cela en dépit de l'Indicateur « bilingue » des chemins de fer.

**M. Emile Verhaeren**

La culture française est à mes yeux la plus utile, la plus féconde et la plus nécessaire de toutes les cultures. Elle convient à toutes les races d'Europe parce que plus que toute autre, elle enseigne ce que tous les peuples peuvent le plus fructueusement acquérir : l'ordre et la clarté dans l'expression de leur pensée et de leur art ; la sociabilité dans les rapports d'homme à homme et de groupe à groupe. D'autres cultures ont produit des génies plus vastes et plus ardents que la culture française,

mais aucune n'a composé un ensemble d'êtres humains aussi sensible, aussi frémissant, aussi parfait. Or, il se fait qu'en Flandre cette culture s'est implantée et développée depuis des siècles et qu'elle nous perfectionne de décade en décade. Certes nous conservons toujours nos qualités foncières de bon sens, de jovialité, d'énergie et de tenacité, mais dans leur mise en valeur, nous désirons acquérir et acquérons déjà on ne sait quoi de moins brutal et moins rogue. Nous nous surveillons déjà beaucoup plus et nous commençons à comprendre qu'il ne faut pas nécessairement être communs pour lutter dans la vie et triompher des autres. Nous sommes dans une période heureuse d'affinement progressif et notre jeunesse et notre santé nous empêchent de craindre que d'ici à longtemps cet affinement ne nous conduise à la préciosité ou à la décadence.

Bien plus ; il se fait qu'aujourd'hui certains Flamands spécialement, doués, ont assoupli si bien leur tempérament germanique à l'éducation latine, qu'ils entrent plus que n'importe qui en communion avec le monde entier. Depuis la mort de Tolstoï, l'homme vivant le plus lu dans l'univers est un Flamand, qui écrit en langue française. Il a su unir dans son cerveau l'originalité et le goût, la profondeur et la clairvoyance, la force et le charme. Il est le produit magnifique de sa race éduquée par la culture française. Certes a-t-il fallu des siècles d'influence mystérieuse pour le former : il est un aboutissement merveilleux. Son exemple devrait nous servir de raison claire et péremptoire pour fortifier le système d'éducation qui florissait en Flandre il y a quelques années.

Non, il ne faut pas que la culture française qui s'est introduite chez nous, sans violence ni sans contrainte, soit tuée sous des mesures légales peut-être, mais nuisibles assurément. Il ne faut pas qu'à coups de majorité on détruise ce qui s'est fait naturellement, par la force lente et pacifique des choses.

C'est parce que j'aime et admire la race dont je suis sorti que je veux, grâce à un instrument de compréhension universelle, essayer de répandre sa force dans le monde et je vous remercie, Monsieur, de m'avoir fourni l'occasion de rompre un silence qui aurait laissé croire que je pense autrement que je ne le consigne ici.

**M. Hector Voituren**

homme de lettres, à Jemappes

1<sup>o</sup> La suppression d'une université française serait un véritable désastre. — L'établissement de hautes études, que cette mesure frapperait, est fréquenté surtout par des wallons et des étrangers, qui n'ont que faire du dialecte flamand : elle aurait donc pour effet de le vider de presque toute sa population estudiantine.

Et ce serait payer un peu cher la formation scientifique de la pincée de jeunes flamands, qui continueraient à la fréquenter et à l'usage exclusif de qui serait réservé un corps professoral nombreux.

Il y aurait là une anomalie d'autant plus flagrante, que tous ceux qui, en Belgique, font des études universitaires, ont la connaissance du français à côté de celle du jargon flamand. A quoi bon, dès lors, pour satisfaire la plus ridicule, la plus mesquine des susceptibilités, tenter de modifier un état de choses si bien fait pour donner à l'enseignement de l'Université de Gand toute sa supériorité ?

2<sup>o</sup> Quant aux mesures qu'il conviendrait de prendre pour arrêter la lutte contre notre race et contre la langue française, il y a là un problème plus complexe.

Il faudrait d'abord donner aux wallons la conscience du danger qui les menace. Notre race a quelque chose de rêveur et d'indécis, qui la rend insoucieuse d'un danger qu'elle sent pourtant, mais dont elle dédaigne de se préoccuper. Il faudrait sans cesse, lui rappeler, en la précisant, l'existence de ce péril, faire appel à son énergie et réveiller en elle quelque chose qui dort... depuis 1830.

Conférences, journaux, fêtes, tracts concourraient à atteindre ce but.

Et l'on peut regretter qu'il ne se soit pas trouvé un wallon érudit pour écrire l'*Histoire de la Wallonie*, une histoire populaire, qui exalterait les hauts faits de nos ancêtres et qui s'opposerait aux récits des exploits tant prônés des lourds communiens flamands. Les manuels officiels sont, sous ce rapport, pleins de lacunes et donnent presque l'impression que notre histoire nationale est celle du comté de Flandre. — Ce n'est pas pour faire vibrer au cœur de nos enfants la fierté de leur race.

Et puis, il faut, surtout, que nos députés prêchent l'exemple et sans distinction d'opinion, fassent bloc, quand il s'agit du chapitre de langues. C'est devant le pays tout entier que doit être débattue cette question, chaque fois que l'occasion est offerte. Ils sont, hélas, les premiers à montrer l'exemple de la résignation et à se taire.

C'est au parlement qu'il faut d'abord tenter un effort : si la coalition de tous nos députés wallons échoue, et bien alors, il sera indispensable d'élargir le débat.

Et alors, on pourrait bien songer à recommencer 1830.

Cela n'a pas trop mal réussi une première fois, puisque le mouvement aboutit alors à la séparation d'avec les maîtres intransigeants et despotiques. Il n'a pas fallu soixante-quinze ans pour que les mêmes difficultés fassent songer à une solution identique.

C'est une idée qui, bientôt, n'effrayera plus personne.

### M. Pierre Wuille

homme de lettres, à Namur

Il y a des rêves qu'il vaut mieux savoir irréalisables.

Tant de malentendus, tant d'aigreurs, tant de conflits dérisoires et douloureux, ont accusé l'irréparable incompatibilité d'humeur

du ménage Belge, que nous en sommes arrivés à l'heure où franchise et courage peuvent seuls encore parer à l'irréparable.

La force même de l'accoutumance n'a pu faire du mariage de raison conclu en 1830, une union affectueuse.

Non qu'il n'entre point d'estime dans leurs relations. Mais d'affection, point.

C'est peut-être dommage, oui.

Mais il est temps de ne plus rien espérer, de ne pas surtout prolonger davantage une cohabitation pénible.

Sinon, ce sera très tôt la vie infernale des mauvais intérieurs avec, au bout du compte, le divorce, — peut-être le drame.

N'en assumons pas la responsabilité. Elle serait trop lourde à nos épaules.

N'allons pas non plus jusqu'au divorce total : il y a des enfants.

Faisons chambre à part.

Chacun fera chez soi son lit comme il voudra se coucher et il dormira fort bien.

Représaille ? Non. Sagesse.

Je ne réponds peut-être pas précisément à vos deux points d'interrogation, mon cher confrère. C'est que, placé à mon point de vue, le problème ne les comporte pas.

## V

### Sociétés ; chefs de groupes

#### Les Amis de la Langue Française

Louvain.

I. — Si le peuple flamand désire véritablement une université flamande ; s'il veut s'enfermer dans sa civilisation propre et repousser toute pénétration du génie français, nous ne pouvons nous y opposer.

Mais nous protestons contre l'incroyable prétention d'expulser la langue française de l'université de Gand, pour mettre à sa place l'idiome flamand.

Nous nous joignons à nos frères flamands, non flamingants, pour demander qu'on ne les prive pas, en supprimant leur haut enseignement français, de l'incalculable avantage de participer à la culture universelle, dans la plus belle des langues modernes.

Et nous nous élevons avec énergie contre toute mesure coercitive ou restrictive de la liberté, pouvant être proposée dans le but ouvert ou caché, d'assurer à la nouvelle université, une clientèle factice, truquée ou imposée.

II. — Au flot envahissant des prétentions flamingantes, il faut opposer la défense wallonne.